

République du Congo

La production globale de l'économie a chuté de 6,8 % en 2020. Les secteurs hors pétrole et pétroliers ont tous les deux sous-performé. D'une part, avec une baisse d'activité de 8,0 %, le secteur hors pétrole a beaucoup souffert des conséquences de la crise sanitaire (notamment dans les branches BTP, commerce, industries manufacturières, les autres services, la restauration et l'hôtellerie), alors qu'il avait déjà amorcé une sortie fragile mais progressive de la zone négative. D'autre part, le déclin naturel de la production sur plusieurs champs en activité, les difficultés d'importation des équipements, le report de certains investissements importants (lié à la faiblesse des cours du pétrole et à l'incertitude autour de la hausse de la demande mondiale des hydrocarbures), ont provoqué la contraction de 5,8 % de la valeur ajoutée du secteur pétrolier.

L'inflation s'est légèrement accélérée pour se situer à 2,4 % contre 2,2 % en 2019, en raison essentiellement de la progression des prix des produits alimentaires importés, en dépit de la baisse du coût des loyers et le renforcement des contrôles de certains prix afin de lutter contre l'apparition des comportements spéculatifs.

Malgré les contraintes budgétaires fortes, le Gouvernement a pris des mesures budgétaires destinées à lutter contre la propagation de la pandémie du Covid-19 (report du paiement d'impôt et prise en charge de certaines dépenses à caractère social), au détriment des dépenses traditionnelles d'investissement. En conséquence, l'excédent budgétaire (hors dons) qui s'était reconstitué l'année précédente (+4,0 % du PIB), s'est transformé en léger déficit de 0,4 % du PIB. Par ailleurs, la dette publique totale s'est creusée pour représenter 104,2 % du PIB contre 83,3 % du PIB en 2019, en raison notamment du niveau élevé de la dette initiale, de la contraction de la croissance et du déficit budgétaire enregistré en 2020.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, le solde du compte courant, dons officiels inclus s'est amélioré en redevenant légèrement excédentaire de 1,2 % du PIB après un déficit de 0,7 % du PIB en 2019. Cette consolidation s'explique par le recul de 29,6 % des importations dans un contexte récessif et d'application rigoureuse de la nouvelle réglementation des changes de la BEAC qui a permis la reconstitution des avoirs de réserves représentant 2,5 mois d'importations des biens et services contre 1,9 mois en 2019.

La situation monétaire s'est soldée par une baisse significative des avoirs extérieurs nets (-52,4 % contre +119,8 % en 2019), résultant du recul des exportations des biens (-38,7 %) et d'une entrée moins importante des capitaux étrangers (investissements directs et de portefeuille, appuis financiers des bailleurs de fonds). Par ailleurs, le crédit à l'économie s'est contracté davantage (-14,3 % après -4,7 % en 2019), dans un contexte de baisse d'activité et de perte d'emplois. En outre, pour les mêmes raisons que la chute des avoirs extérieurs nets, le taux de couverture de la monnaie s'est situé à 46,9 % alors qu'il était à 54,3 % l'année précédente.